ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

6 août 2007
7e année
No 30

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le droit à l'autodétermination des peuples – retrait de toutes les troupes d'occupation

Réflexions en vue du 1er–Août[1]

par Erika Vögeli

Ce 1er–Août aussi, la «US Air Force» publiera son «Airpower Summary» quotidien et y fera état de ces 40 à 50 interventions en Afghanistan ou, comme c'était le cas le 26 juillet par exemple, de ses «49 close-air-support missions» en Irak. Dans leur arrogance insupportable, ils écriront que cela aura été pour maintenir la «sécurité» et pour la «reconstruction» de ces pays. En vérité on lance, d'une altitude de plusieurs milliers de mètres, des charges de bombes qui détruisent, sur un espace très large, des villages entiers – 50% de ces bombes étant des armes à l'uranium appauvri selon des publications des forces aériennes américaines que cite le professeur *Stahel*. Le pilote exécute son programme de vol pendant quelques minutes puis rentre à sa base pour y commander son «drink». Cette intervention ne l'a guère fait transpirer. Les effets de son action, les morts et les mutilés, il ne les voit pas, ils ne l'intéressent pas.

D'autres soldats sont plus proches de la brutalité de ces guerres – ils sont de service en Irak. Cinq soldats américains attaquent une maison dans laquelle ils ont observé une jeune fille. Le père est tué, la mère est tuée, le petit frère et la petite sœur sont tués. Tous les cinq passent au viol de la jeune fille. Après coup elle est tuée aussi – et finalement, pour effacer toute trace, ils mettent le feu à la maison. Après un certain temps, ils se retrouvent de nouveau chez eux. A un moment donné pourtant, l'un d'entre eux n'y tient plus et raconte tout à sa femme. Et celle-ci les dénonce. Sans cela nous l'ignorerions aussi complètement que ce qui s'est passé à Abou Ghraïb avant qu'une jeune photographe ne se fasse un devoir de faire passer les photos des tortures brutales et des humiliations aux médias. Ces photos lui avaient été données par hasard pour les développer. Ce ne sont pas des cas isolés. Ce n'est rien que la manifestation concrète de la barbarie dont la brutalité réside dans la stratégie des puissances qui font ces guerres.

Celui qui détruit d'anciennes bibliothèques telles que la Bibliothèque nationale de Bagdad, en brûlant les livres et les documents que les Irakuiens avaient soigneusement préservés pendant plus de 1000 ans au profit de l'humanité, celui qui anéantit le stock irakien de semences que la population irakienne avait cultivé pendant des siècles et qui établit ensuite, par l'intermédiaire du gouverneur américain *Paul Bremer*, une loi qui rend dépendants les agriculteurs irakiens des grandes entreprises multinationales de l'agro-business, celui-là se place en dehors de la civilisation humaine et porte atteinte à la dignité de l'humanité toute entière. «Reconstruction» – en faveur de sa propre bourse après avoir transformé, par ses bombes, les infrastructures en celles de l'âge de pierre? Culture occidentale? Démocratie? Lutte contre la terreur? Face aux événements dans les pays secoués par la guerre, de telles expressions font suffoquer tout individu ayant conservé une conception normale des choses.

Tout ce qui est lié à ces guerres constitue une flagrante violation de tous les articles du droit international, de la Charte onusienne et des droits de l'homme – en Afghanistan, en Irak, au Liban, en Palestine, dans la Corne de l'Afrique et partout ailleurs où le cartel guerrier planifie de les mener encore. Ce sont des crimes contre l'humanité.

Quel est le rapport de tout ceci avec la Fête nationale suisse?

La réponse indicible d'*Igor Perrig*, «chef du Partenariat pour la paix» au *Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)*» à la lettre d'un concitoyen préoccupé a de quoi nous alerter (cf. encadré p. 4): La nouvelle doctrine de l'OTAN en vigueur depuis 1999, qui s'est arrogé le droit de mener une guerre d'agression et une guerre «préventive», incompatible avec le Droit international, est en opposition évidente avec la Charte de l'ONU et des principes de Nuremberg, qui définissent la guerre d'agression comme «le plus grand crime» qui existe. Au sujet de cette nouvelle orientation, aucun parlement du monde n'a été consulté. Donner son soutien à une telle organisation – sous quelque forme que ce soit – est une trahison de toutes les bases de notre Confédération. Ce n'est pas le danger du terrorisme qui menace la Suisse aujourd'hui – ce sont plutôt ces politiciens et fonctionnaires qui nous dirigent, d'une attitude arrogante et selon la devise «Nous sommes plus malins que tout le monde», dans les bras des cercles qui mettent en danger notre pays.

(photo keystone)

Le «Partenariat pour la paix» (PPP) – dans la lettre à juste titre appelé «*Partenariat pour la guerre*» (PPG) – est un organe de l'OTAN, il lui est soumis. Notre collaboration là est donc une collaboration avec l'OTAN, même si nous n'avons pas signé un contrat d'état, mais seulement une «déclaration». Entre-temps, en l'espace d'une année, la Suisse organise plus de 50 cours d'entraînement dans le cadre du PPP/PPG – entraînant ainsi les soldats d'armées étrangères qui ne tarderont pas à employer ces connaissances acquises chez nous dans les guerres citées. Et la mentalité pour mener une guerre semble déjà avoir déteint sur les esprits au sein de notre armée: l'accident tragique à la «Jungfrau» qui a coûté la vie à six jeunes gens pleins d'espoirs est survenu dans le cadre d'une formation qui n'avait pas comme but la défense du territoire alpin suisse, mais d'entraîner des forces d'élite qui auraient plus tard la tâche d'entraîner, en tant qu'officiers, les armées étrangères en vue d'interventions au Hindou Kouch ou ailleurs dans le monde. Ce n'est pas pour de tels buts que nous payons nos impôts! Il est inadmissible que la politique, dans le dos de la population, se mette à former nos jeunes en main-d'œuvre de la politique des grandes puissances.

Reconsidérons les vraies valeurs de notre Communauté – et ceci pas seulement le 1er–Août – qui s'est formée à travers des siècles de conflits historiques et comme alliance de défense contre les intérêts (habsbourgeois) des grandes puissances. Comme le dit *Georg Thürer*, «Au niveau de la politique de force il s'agissait de la suprématie en Europe centrale, mais au niveau de l'histoire des idées, il s'agissait de la dispute idéologique entre le concept de l'état comme entité coopérative et de celui de domination. Habsbourg voulait la suprématie tandis que la Confédération était une communauté.»[2]

Au cours des siècles, pendant toutes les disputes, aussi bien à l'intérieur qu'avec l'extérieur, l'idée communautaire, issue des structures coopératives de nos communes, a pu s'imposer et a fini par se manifester dans les structures de notre Etat. Celles-ci sont orientées de bas en haut, selon les principes du fédéralisme et de la subsidiarité, dans un système de milice et dans la neutralité perpétuelle et armée. La neutralité comme renoncement voulu à la politique hégémonique n'est pas seulement un principe de politique extérieure. Elle reflète ce contexte historique de l'alliance défensive, de l'association volontaire en vue d'une communauté solidaire au profit de sa propre indépendance, laquelle ne se réalisera que si, finalement, on tolère les différences linguistiques, culturelles et confessionnelles. A partir de cette expérience ce n'était pas un grand pas de fonder également les rapports avec les Etats non pas sur l'hégémonie des forces, mais sur le droit et de ne reconnaître comme légitime seulement une armée à caractère défensif, et jamais une armée de conquête.

Ce refus de la politique hégémonique, notre neutralité conçue comme manifestation de notre idée de l'état, appartient à ce que la Suisse a créé de meilleur. Elle a rendu possible la création de tous ces organismes de bons offices, respectés et estimés dans le monde entier, qui ont fondé la bonne réputation dont la Suisse jouit, notamment dans les pays pauvres. La Croix–Rouge, les bons offices, une diplomatie honnête nécessitent pourtant un support: la neutralité comme principe de l'état, le refus d'une politique de servilité envers les grandes puissances.

Si, le 1er–Août, nous nous rappelons ces fondements, il ne faudra pas oublier que notre histoire, le privilège d'avoir pu vivre en paix pendant des décennies, l'aisance dont nous jouissons aujourd'hui, impliquent aussi un devoir: Ce n'est pas nous seuls qui étions – et sommes toujours – désireux de décider nous-mêmes de notre destin. Les autres populations du monde y ont droit aussi.

Quittons le «*Partenariat pour la guerre*» en nous détournant de cet appareil agressif et violent qui ne respecte pas le droit international – l'OTAN – et portons nos regards sur les peuples de ce monde! Conscients de notre propre histoire, il nous incombe de revendiquer le droit à l'autodétermination de tous les peuples et d'œuvrer pour que toutes ces guerres exécrables et criminelles ainsi que les occupations cessent immédiatement. •

[1] Fête nationale suisse

[2] Georg Thürer. *Gemeinschaft im Staatsleben der Schweiz*. Berne 1998, p. 14

A propos du 1er–Août

par Hans-Ulrich Walder-Richli, docteur en droit, Institut Felsenegg, Sempach

hd. Le texte ci-dessous est une lettre ouverte que Hans-Ulrich Walder-Richli a adressée à la Compagnie de navigation du lac des Quatre-Cantons à Lucerne et à ses responsables, Mme Burkhardt-Suter et M. Schulthess. Il l'a écrite le 23 juillet en réaction à une lettre de ladite Compagnie datée du 20 juillet et intitulée «Orgie discriminatoire le jour de la fête nationale».

1 Pour mon onzième anniversaire (jour des Rois 1940), j'ai reçu un livre sur la Suisse que je consulte aujourd'hui encore de temps en temps. L'auteur en est l'instituteur *Fritz Aebli* (1895 – 1980), rédacteur du *Schweizerisches Schriftenwerk* de 1937 à 1970, lauréat du Prix suisse du livre de jeunesse en 1950. Cet ouvrage est intitulé «Patrie, je t'aime!» et consiste en une promenade à rebours dans l'histoire suisse. Chaque année est caractérisée par un événement marquant. Le parcours commence en 1939 par l'Exposition nationale de Zurich et se termine en 1813 au Grand-Saint-Bernard *(Sauveteur Barry)*. Pour l'année 1859, on trouve le texte suivant, intitulé «La jeunesse suisse acquiert le Grütli».

A l'automne de 1858, un bateau à vapeur décoré va de Brunnen à Flüelen. Ces messieurs de la *Société suisse d'utilité publique* sont engagés dans une discussion animée au moment où le bateau se dirige vers la prairie du Grütli.

«Qu'est-ce qu'ils vont construire ici? demande le doyen *Häfelin* de Wädenswil. Les autres passagers observent attentivement les fondations qui arrivent déjà à hauteur d'homme. – «Que voulez-vous, dit le capitaine, le Grütli est la propriété de *Michael Truttmann* de Seelisberg. Il veut construire un hôtel sur la plaine et naturellement, aujourd'hui déjà, on ne peut accoster au Grütli et pénétrer sur cette prairie qu'avec sa permission.»

«Quelle honte! C'est incroyable que nos enfants ne puissent plus fouler le sol de cette prairie, qu'ils ne le pourront plus jamais! Le Grütli appartient à tout le monde!» Ces messieurs s'emportent au point de ne plus voir les beautés du lac d'Uri.

«Le berceau de la Confédération, le monument à la liberté du peuple est en danger. La *Société suisse d'utilité publique* doit intervenir tout de suite», déclare le président de l'Assemblée de Brunnen. Dès le lendemain, le gouvernement d'Uri engage des pourparlers avec le propriétaire du Grütli Michael Truttmann. Ce dernier demande 55 000 francs pour les vingt arpents, la maison et la grange. Le président de la *Société suisse d'utilité publique* fait non de la tête: «C'est beaucoup d'argent! Comment rassembler une telle somme?»

A la fin mars 1859, un appel à la population de tous âges paraît dans tous les journaux afin que chacun apporte son obole pour l'achat du Grütli. Les instituteurs parlent à leurs élèves de la signification du Grütli. Le plus ancien récit du *Livre blanc de Sarnen* (1470) rapporte ceci: «Et quand les confédérés voulaient entreprendre quelque chose, ils se rendaient nuitamment au *Mytenstein*, à une de ses extrémités qui a nom *im Rüdli*.

Suite page 2

Si le drapeau des Etats-Unis flotte au Laboratoire Spiez...

par Elfy Rocca, Oberrohrdorf-Staretschwil (Suisse)

C'est lundi soir, la télévision suisse alémanique *DRS 1* diffuse l'émission populaire «Bsuech in…» (visite à …). Aujourd'hui, elle est en direct de Spiez. On chante, on jodle et différents brefs reportages présentent l'artisanat, la culture et la vie sociale de Spiez. Après un reportage sur le fromage de chèvre en suit un autre – présenté, lui, de manière totalement différente – sur le *Laboratoire Spiez,* institut suisse pour la protection contre les menaces et les risques atomiques biologiques et chimiques (ABC).

Pendant que la caméra s'approche en plongée du laboratoire, le commentateur déclare: «Le laboratoire, connu dans le monde entier, a – pour ainsi dire symboliquement – la forme de la croix suisse!» Ensuite, la caméra accompagne un employé en service dans le laboratoire pendant une journée entière. Ce qui suit, n'est rien d'autre que de la propagande de dissimulation perfide.

L'employé est en train d'examiner un échantillon de sol irakien. Il s'agit de savoir s'il est contaminé par de l'uranium appauvri. On n'apprend pourtant pas d'où exactement cet échantillon provient, qui l'a sorti de l'Irak, ce que l'uranium appauvri est ni qui est le mandant de cette étude. Maintenant, la terre est tamisée et chauffée, de la vapeur se dégage en chuintant comme s'il s'agissait d'augmenter le suspens! Après une digression dans les laboratoires d'analyses biologiques et chimiques qui se font également à Spiez, on arrive au point culminant du reportage: L'employé accompagné par la caméra déclare qu'on n'a rien trouvé dans ces échantillons de sol et que la population de cette partie de l'Irak peut être tranquille.

Si l'on n'a vu, ne fût-ce qu'une seule fois, à quel point la population d'Irak souffre de la guerre et de l'usage des armes à l'uranium appauvri, c'est du cynisme pur!

La scène finale du reportage incite à la réflexion: L'employé sort du Laboratoire Spiez, à droite de la sortie se trouve le drapeau suisse et juste à côté celui des Etats-Unis.

Ce reportage m'a tellement bouleversée que j'ai non seulement téléphoné au studio de télévision pour me plaindre mais aussi écrit une lettre au rédacteur responsable. (cf. encadré)

Mercredi, j'ai téléphoné à Monsieur *Detting*, responsable de l'émission «Bsuech in …». Il n'a pas compris mon bouleversement et s'est justifié en disant qu'il avait été obligé de faire un reportage sur le Laboratoire Spiez, étant donné qu'il s'agissait du plus grand employeur de Spiez, mais qu'il n' avait pas pu décider du contenu du reportage. C'est le laboratoire qui leur a indiqué l'employé en service qu'ils ont pu suivre par la caméra. Finalement, il a voulu savoir si je pensais que le public suisse était irresponsable au point de croire que le résultat de l'analyse de cet échantillon était représentatif pour l'Irak entier.

C'est justement parce que je suis une citoyenne responsable, que je me révolte contre de tels reportages manipulés qui visent à étouffer toute opposition à ces crimes de guerre odieux commis en Irak et dans tous les autres pays occupés par l'armée US et l'OTAN.

La moindre réparation de la part de la télévision suisse serait de diffuser à la même tranche horaire un reportage sur l'immense souffrance de la population civile, les bombes à l'uranium appauvri et enrichi – d'ailleurs depuis longtemps bannies – et leur impact désastreux sur la santé humaine. Les photos, les preuves et les documentaires à ce sujet existent. Il est impératif qu'un large public apprenne quelle est vraiment la réalité dans ces pays en guerre. Il faut mettre un terme à ces guerres, les armées d'occupation doivent sortir de l'Irak et de l'Afghanistan. La recherche scientifique et la médecine doivent tout faire pour aider les gens qui sont victimes des armes à l'uranium. Chaque jour qui passe sans que cette tuerie prenne fin est un jour de trop.

***

hd. Au moins depuis 1996 le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) s'est voué à la politique de grande puissance des Etats-Unis. C'est en 1996 que le DDPS – et par conséquent la Suisse – ont adhéré au «Partenariat pour la paix» (PPP). Cette organisation se trouve sous le commandement de l'OTAN est représente le stade préliminaire d'une adhésion à l'OTAN.

Même si le Laboratoire Spiez est le laboratoire renommé d'un pays neutre et qu'il a cette réputation dans le monde entier, il faut être très prudent en collaborant avec lui. On ne peut plus être sûr que les résultats de l'étude qu'il publie sont issus d'une recherche indépendante.

La revendication d'une recherche scientifique indépendante est plus urgente que jamais. •

Mesdames, Messieurs,
Comment en êtes-vous arrivés à diffuser dans le cadre d'une émission populaire un reportage sur le Laboratoire Spiez au sujet de l'usage de l'uranium appauvri en Irak qui est tellement contraire à la vérité! J'en suis absolument scandalisée! Chaque être humain de cœur qui lit bien les journaux, s'y connaît un peu dans Internet et a des contacts avec des gens dans les pays ravagés par la guerre, sait que l'OTAN et l'armée US ont utilisé massivement, au Kosovo déjà, de la munition à l'uranium enrichi et appauvri (beaucoup de ressortissants des Balkans me l'ont confirmé); il sait aussi qu'ils continuent à l'utiliser en Afghanistan, en Irak et au Liban. La population civile et les soldats concernés en souffrent immensément. Ils sont irradiés et tombent malades de cancer, leurs enfants naissent affreusement handicapés. Chaque famille perd des proches ou des amis tous les jours. Et vous, vous vous permettez de diffuser un tel reportage: «Monsieur … (j'ai oublié son nom) a bien fait son devoir, les gens qui habitent là où il a pris les échantillons de sol, peuvent être tranquilles.» J'en suis vraiment scandalisée! Il faut un rectificatif clair et net. Je vous prie donc de me contacter pour élucider la question de savoir comment un tel reportage a pu être diffusé.

E. Rocca

L'emploi d'armes nucléaires et sa dissimulation

Dr Asaf Dourakovic: Notre groupe s'est rendu deux fois en Afghanistan, la première fois en été 2002, une deuxième fois en 2003. Nous avons récolté près de 30 prélèvements d'urine de personnes civiles afghanes et un nombre à peu près pareil de prélèvements de terre et d'eau. Ces prélèvements ont été analysés dans un laboratoire réputé en Angleterre, et à notre grande surprise, nous n'avons pas trouvé de preuve d'uranium appauvri (UA) en Afghanistan. Nous nous sommes réjouis pour la population afghane car nous étions d'avis que les bombardements dans le cadre de «Enduring Freedom» avaient été réalisés avec des armes conventionnelles qui n'avaient détruit que les cavernes et refuges de terroristes.

D'un côté, nous étions donc soulagés puisqu'ainsi l'Afghanistan serait peut-être préservé de tels malheurs, de l'autre côté nous étions très surpris car d'après nos informations des armes à l'UA avaient été employées en Afghanistan. Mais notre deuxième grande surprise était la découverte que la concentration en isotopes d'uranium se manifestant dans la population afghane, dans le sol et dans l'eau, était beaucoup plus élevée que normal. Nous avons examiné cela de plus près en analysant en détail la contamination en uranium de la biosphère. Ainsi nous avons trouvé qu'en Afghanistan, on n'avait pas utilisé des armes à l'uranium appauvri comme nous l'avions supposé, mais des armes à l'uranium non-appauvri qui laissent cent fois, mille fois plus d'isotopes d'uranium dans l'atmosphère et la troposphère que la quantité qui correspond à la radiation de fond normale.

Nous avons constaté que les personnes se trouvant dans le voisinage direct des impacts des bombes thermonucléaires destinées à la destrucion des infrastructures souterraines, et qui avaient donc été exposés à l'inhalation de poussière d'uranium – nous savons entretemps qu'il s'agissait réellement de poussière d'uranium – présentent une concentration d'uranium beaucoup plus élevée dans l'urine.

Une simple statistique nous fourni un exemple. La concentration normale en isotopes d'uranium dans l'urine, c'est-à-dire la totalité de tous ces isotopes, ne dépasserait pas les 10 ng (ng correspondant à un nanogramme, c'est-à-dire le milliardième d'un gramme) par litre d'urine. Nous avons pris des prélèvements de contrôle auprès de la population anglaise, auprès d'Afghans qui avait été épargnés par les bombardements, auprès de vétérans de la guerre du Golf et auprès de groupes de contrôle normaux aux Etats-Unis et au Canada pour les comparer après avec la population afghane vivant dans le voisinage des impacts de bombes. Nous avons constaté que dans cette partie de la population la concentration moyenne en isotopes d'uranium était entre 350 et 400 ng/l. Considérez que la concentration normale, le taux normal s'élève à 10 ng/l. Nous avons donc affaire à des concentrations dans l'urine de 30 à 40 fois plus élevées que normal. Or, nous avons aussi constaté des différences, au sein de la partie de la population exposée à la poussière d'uranium engendrée par les armes.

Dans un des cas des bombardements de Kaboul, par exemple, la concentration moyenne d'uranium, parmi le groupe que nous avions examiné, était de 99,5 ng/l, un taux toujours encore dix fois plus élevé que normal; mais en examinant un garçon qui faisait partie de ce groupe spécifique, nous avons trouvé un taux de 2031,6ng/l. Nous voulions comprendre ce qui s'était passé. Avions-nous peut-être affaire à une anomalie statistique? S'agissait-il d'une bizarre inadvertance au laboratoire ou de quelque chose d'inexplicable? Nous avons donc examiné en détail l'histoire de ce garçon de 12 ans. Il était chez lui, dans sa maison familiale, à l'heure du petit-déjeuner quand la bombe est tombée sur leur village. 27 membres de sa famille ont aussitôt été tués tandis que le garçon a survécu. En panique, il a essayé de sauver les membres de sa famille des débris de la maison démolie. Mais tous étaient morts. Nous avons été choqués lorsque nous avions les résultats de ce garçon nommé Hussein sous nos yeux. Nous pensions qu'il s'agissait d'une erreur de méthode ou d'analyse. Le prélèvement a été réexaminé plusieurs fois, et à chaque fois, le résultat était au-dessus des 2000ng/l. Il n'y avait encore jamais eu un cas pareil dans l'histoire de la contamination de l'homme par l'uranium. C'est la première fois dans l'histoire de la contamination intérieure qu'on tombe sur de tels résultats, provoqués par l'inhalation de poussières directement après l'impact d'une bombe. Si ce cas nous apprend quelque chose c'est avant tout les terribles conséquences d'une contamination intérieure par des isotopes d'uranium. Nous avions affaire à quatre isotopes d'uranium: L'uranium 235 qui était présent dans un taux plus élevé que dans l'uranium appauvri; l'uranium 238 qui est pour la plus grande partie de l'uranium naturel; l'uranium 234 et, à notre grande surprise, des résidus d'uranium 236 qui n'existe pas dans la nature. Il ne s'agissait donc pas d'uranium naturel, comme l'affirment certains partisans des bombardements en Afghanistan. Il s'agit tout simplement d'uranium non-ppauvri, vraisemblablement issu d'un mélange d'uranium soi-disant virginal et de déchets du processus d'enrichissement dans des centrales nucléaires.

Source: Traprock Peace Center; interview du 19 mai 2003; http://traprockpeace.org/durakovic19may03.mp3 (Traduction Horizons et débats)

***

hd. En utilisant de l'uranium soi-disant «naturel» les puissances guerrières voulaient dissimuler l'intervention d'armes à l'uranium. On voulait ainsi faire semblant qu'il s'agissait d'uranium tel qu'il existe dans la nature, et qui est donc inoffensif pour la santé. Partout où l'on utilise des armes à l'uranium elles ont un effet désastreux sur les êtres humains et l'environnement.

«A propos du 1er-Août»
suite de la page 1

Ils tenaient là leurs conciliabules et y emmenaient tous ceux en qui ils avaient confiance; ils firent cela longtemps et en secret. En ce temps-là, ils ne se rassemblèrent nulle part ailleurs.» – Même lors de conflits et dans les temps difficiles, lorsque la Confédération était sous la menace de guerres ou de révolutions, les Suisses se rassemblaient au Grütli. – Ce lieu sacré est en danger: il va appartenir à un particulier. La jeunesse de notre pays contribue à rendre possible l'achat de la prairie du Grütli. – Que chacun d'entre vous, garçons et filles, parle à ses parents, à sa manière, de notre projet afin qu'ils puissent apporter leur obole. En souvenir, chacun recevra une image du Grütli.» La collecte prit close à la fin mai et rapporta la coquette somme de 95 199,31 francs. Des adultes et des Suisses fidèles de l'étranger avaient également versé des sommes importantes. L'année suivante, le Grütli fut offert par la *Société suisse d'utilité publique* au Conseil fédéral qui n'avait plus le droit de le vendre. Avec le surplus de 40 000 francs fut créé le *Fonds du Grütli*. Cet argent devait servir à aménager, à embellir et à entretenir le Grütli. Des accès meilleurs et plus sûrs furent créés. Le débarcadère dut être rénové. Plus tard, on construisit même un port et il fallut consacrer beaucoup de soins à la remise en état du puits.

Lors de la cérémonie du 600e anniversaire de la Confédération en 1891, 34 000 élèves de toutes les régions du pays se rendirent au Grütli et de la prairie s'élevèrent les accents clairs et joyeux d'un chant splendide:

Von ferne sei herzlich gegrüsset,
Wo spielend die Welle zerfliesset,
Du stilles Gelände am See,
Genähret vom ewigen Schnee.

Un monument rappelle aux pèlerins du Grütli les noms des auteurs de ce chant: le poète *Johann Georg Krauer* et le musicien *Franz Joseph Greith*. Un jour, jadis, quelques Lucernois firent savoir que la veuve de l'auteur du *Rütlilied* vivait dans la pauvreté et aussitôt la Commission du Grütli décida de venir en aide à cette femme de 61 ans. On lui alloua une pension à vie de 100 francs par année prélevée sur le fermage du domaine du Grütli (cette somme avait alors un pouvoir d'achat plus élevé que maintenant).

Aujourd'hui, certains étrangers épris de liberté ont les larmes aux yeux au Grütli et réalisent que ce ne sont pas le pouvoir ni la violence mais la justice, la liberté, l'amour et la bienveillance qui unissent les hommes dans la félicité.

2 Voilà pour les faits. Rien n'indique que l'accès au Grütli dépende non d'un propriétaire privé mais de la *Société suisse d'utilité publique* en tant qu'intermédiaire dans l'acquisition d'autrefois ou d'«autorités cantonales uranaises». Si la Confédération n'avait pas acquis la prairie et qu'elle appartienne encore à un particulier, ce dernier s'appellerait probablement *Franz Weber* et il recevrait chaleureusement sur une grande terrasse les visiteurs descendus de fières embarcations. Mais il n'en est rien, car vous madame *Burkhardt-Suter* et vous, monsieur *Schulthess* m'écrivez: «Nous avons informé à temps et de manière exhaustive l'*Office fédéral des transports* de la décision du canton d'Uri. Il nous a confirmé que nous étions dans notre droit si, à la suite d'une décision des autorités, nous ne pouvions pas desservir la station Grütli le 1er–Août 2007 conformément à l'horaire».

Ces deux phrases sont enfin une réponse à la question que j'avais déjà posée l'année dernière: Qui est responsable du changement d'horaire? Il s'avère que l'explication donnée alors selon laquelle la cérémonie du Grütli n'était «pas officielle» était un mauvais prétexte. La vraie raison du changement d'horaire est donc une décision des «autorités cantonales uranaises». Comme j'ignore de quelles «autorités» il s'agit et sur quels arguments repose la décision, je ne peux pas pour le moment en contester la validité, quoique j'y serais habilité en tant que titu-

Suite page 4

«Ce doit être effroyable pour les parents»

«Il n'y avait aucun doute que tous étaient mort.» C'est le guide de montagne *Toni von Allmen* (44 ans) de Stechelberg BE qui le dit. Il était de piquet ce tragique jeudi, quand les six jeunes recrues ont décroché au dessus de la selle du Rottal et se sont tuées. Et aujourd'hui von Allmen se souvient: «J'étais en train de tondre le gazon, quand j'ai reçu l'alarme sur mon bip.»

Un hélicoptère vient le chercher devant sa maison pour l'amener au lieu du drame. Au cours des 21 années que Toni von Allmen est guide de montagne, il a déjà dû dégager un grand nombre de victimes. Une fois même un garçon de dix ans. «Cependant, la chute mortelle de ces recrues, c'est la pire des choses que j'ai vécues jusqu'à présent. Dans un tel moment, on ne peut pas s'empêcher de regarder leurs visages. Les corps des recrues étaient pratiquement tous entassés au même endroit. Ils étaient encore encordés.»

La vue des corps de ces jeunes gens a été un choc pour Toni von Allmen. Tout au long de leur chute de 1000 mètres ils ont heurté la roche. «De plus, ils se sont blessés avec leurs crampons. Ils avaient tous de graves blessures.» Le dégagement des corps a été une opération extrêmement dangereuse, même pour ce guide chevronné et son équipe. Von Allmen et le médecin d'urgence ont dû faire leur travail sécurisés à l'hélicoptère en vol stationnaire par un filin. Un atterrissage aurait été beaucoup trop dangereux.

Von Allmen a d'abord dû couper les cordes qui s'étaient embrouillées entre les victimes. Puis il a fixé les corps à l'hélicoptère. C'était la fin de son intervention. Mais ces images poursuivront Toni von Allmen tout au long de sa vie. «J'ai moi-même deux enfants. Ce doit être effroyable pour les parents.»

Source: Benno Kälin dans le *SonntagsBlick* du 22/7/07

Une chute mortelle de 1000 mètres.
Le DDPS tente jusqu'à présent de se dérober de sa responsabilité. (photo reuters)

Ce sont les guides de montagnes qui auraient dû être à la pointe

Le DDPS tente de rejeter la faute sur les victimes

par Peter Bodenmann, Brigue

Tout guide de montagne conscient le sait: ce 12 juillet personne n'aurait dû grimper sur la Jungfrau par la selle du Rottal. Si les guides ont néanmoins pris le risque, ils auraient du se trouver à la pointe des cordées, afin de sécurisés aux barres de sécurité les recrues qui leur étaient confiées. Au lieu de cela les deux cordées de trois personnes qui étaient à la pointe – après une première tentative ratée par la voie dite normale – déclenchèrent une plaque de neige et furent entraînées. Comme la plaque de neige se divisa en deux, les autres recrues et les guides furent pressés dans la neige. L'enquête arrivera au même résultat.

Le 13 juillet – un jour après le drame – le chef de l'armée, *Christophe Keckeis,* donna son ordre de marche lors de l'émission «10 vor 10» de la Télévision suisse alémanique SF DRS: «Je suis certain à 100% que les professionnels qui y étaient ont fait leur travail de manière parfaite […]. Je ne vois absolument aucune raison, suite à l'analyse de ce jour, de réagir de manière conséquente à quelque chose. […].» Compris? Répétez! Exécutez!

Depuis deux semaines les responsables du DDPS et de la justice de l'armée tentent de cacher les faits derrière un rideau de fumée médiatique et de rejeter ainsi la faute sur les jeunes recrues valaisannes. Dans les familles touchées, l'amertume face à l'armée augmente. Ils furent contactés par des officiers qui ne parlaient pas l'allemand. Contrairement au *Touring Club*, l'armée ne fut pas en mesure d'organiser le rapatriement de certains proches, bien que *Samuel Schmid* ait à disposition une quantité de divers engins volants superflus. Les médias sont très dociles quand il s'agit de l'armée. Trop de journalistes font partie des centres d'information du DDPS et peuvent y passer leurs cours de répétition – et tendre l'oreille quand les officiers d'état-major sauvent une fois de plus la Suisse dans le bac à sable.

L'auteur est hôtelier à Brigue et ancien président du PS Suisse.

Source: Weltwoche du 26/7/07 (extrait)
(Traduction Horizons et débats)

Veut-on nous habituer à de telles images?

thk. La situation, telle que *Toni von Allmen* la rencontra au lieu de l'accident ne se distinguait guère de photos de victimes dans les régions en guerre. Est-ce que ce sont à l'avenir de telles victimes que le DDPS est prêt à accepter avec la formation des troupes pour des engagements au sein de l'OTAN dans les régions en guerre ou lors de la formation de troupes étrangères par nos soldats? Des jeunes gens sont exposés à des dangers inutiles, pour que le conseiller fédéral *Schmid* et le DDPS puissent continuer à s'asservir à l'OTAN dominée par les forces bellicistes des USA. Des jeunes gens qui font partie des espoirs de notre société doivent, avant d'avoir pu faire leur vie, subir une mort aussi atroce. Les courtes biographies de ces six jeunes hommes décrivent les qualités que chacun d'eux possédait.

Xavier Fellay, 20 ans, de Vérossaz (VS) était un jeune homme passionné de sport qui voulait, après la fin de son école de recrue dans le service alpin, commencer des études des sports à Zurich.

Philippe Gay-Balmaz, 20 ans, de Salvan (VS) avait fait un apprentissage d'ébéniste et voulait suivre une formation pour obtenir son brevet de maîtrise. Le président de commune l'a présenté comme «modèle pour la société et la jeunesse». Il était un passionné de la montagne et membre du CAS.

Cédric Janz, 23 ans, de Lonay (VD) était un passionné de la montagne et avait déjà atteint le grade de sergent. Il faisait ses études d'ingénieur chimiste à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Un de ses amis s'est exprimé dans les colonnes de «24heures» de la manière suivante: «C'était un type tranquille mais toujours de bonne humeur.»

Carlo Zurbriggen, 22 ans, de Saas Grund (VS), voulait commencer ses études en économie à Lausanne après avoir terminé son école de recrue. Il possédait déjà le brevet de maître de ski pour enfants. Il participait à l'école de ski de son village et tout le monde l'aimait bien. On le décrivait comme personne «pondérée, serviable et plein de joie de vivre».

Théophile Baillifard, 19 ans, de Vollège (VS), était le plus jeune du groupe. Il avait terminé son apprentissage de charpentier et voulait continuer sa formation à l'école du bois de Bienne pour devenir ingénieur. Selon les dires de son père, son fils était très prudent et «était capable à prendre la décision de rebrousser chemin».

Bojan Buchs, 22 ans, de Bellegarde (FR), était un excellent skieur et un alpiniste passionné. En montagne, il était toujours extrêmement prudent et évitait les risques. Il avait terminé sa formation de menuisier du bâtiment et désirait faire l'école de sauvetage de Genève.

D'un coup, les vies de ces six personnes ont été anéanties – et cela aurait pu être évité. Mais le DDPS ne trouve rien de mieux à faire que de transformer les victimes en coupables. C'est à la manière des puissances bellicistes. On le connaît de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Palestine etc. Cette forme de manipulation a-t-elle fait son entrée au DDPS? *Samuel Schmid* et son général *Keckeis* tentent-ils de décliner toute responsabilité en parlant de «faux pas» ou de «causes peu claires»? Presque tous les experts qui se sont exprimés jusqu'à présent, pensent que la plaque de neige a été la cause de cette tragédie.

Même s'il faut, par principe, toujours s'attendre à un drame en montagne, tout comme il est toujours possible d'être la victime d'un accident de circulation, la faute est sans doute auprès des personnes qui ont fait une fausse appréciation de la situation et qui n'ont pas pris leur responsabilité.

Dans la circulation routière on nomme cela «perte de contrôle de son véhicule» et on se fait punir. Dans le cas d'un guide, il faut le caractériser comme sous-estimation des conditions d'enneigement. La responsabilité reste auprès du DDPS et de son commandement ainsi que du subordonné des recrues. Il faut exiger des explications de leur part et il est inadmissible que le DDPS tente de se tirer d'affaire en mettant tous les torts sur le dos des victimes. •

L'OTAN, le PPP et la Suisse

thk. L'OTAN a été créée en 1949 pour empêcher la propagation du communisme surtout en Europe. Pendant la guerre froide cette alliance a certainement eu sa raison d'être, mais avec l'effondrement de l'Union soviétique et la dissolution du Pacte de Varsovie elle a définitivement perdu sa légitimation et aurait également dû être dissolue.

Justement lors de son 50e anniversaire, l'OTAN s'est manifestée pour la première fois en tant que puissance belliciste lors de la guerre d'agression au Kosovo, déclenchée en violation du droit international contre la République fédérale de Yougoslavie. Là, l'OTAN montra son nouveau visage. Du jour au lendemain – au moins pour la plupart des gens – l'OTAN qui avait été créée en tant qu'alliance défensive, s'est transformée en alliance agressive. La preuve que cela avait été planifié longtemps à l'avance est le fait que ce changement de doctrine s'est fait encore pendant la guerre à l'occasion de son 50e anniversaire. Desormais, l'OTAN s'est donnée la possibilité de fomenter des guerres. Cette réforme a été menée sans décision démocratique, aucun parlement n'a été consulté.

L'engagement actuel en Afghanistan peut être justifier par cette nouvelle doctrine. Tout le monde sait que l'agression des Etats-Unis contre l'Afghanistan n'était pas un acte d'autodéfense, car l'Afghanistan n'aurait jamais osé attaquer les USA.

Afin d'intégrer dans l'OTAN des pays tels la Suisse ou l'Autriche, qui ne sont pas ou pas encore membre de cette alliance, on a créé une sous organisation, soumise et dirigée par l'OTAN, dont le nom *Partenariat pour la paix* (PPP) est un pur euphémisme. Et la Suisse y est membre depuis 1997 – sans aucune décision démocratique, ni par le peuple ni par le parlement – et elle est ainsi partie prenante aux guerres de l'OTAN depuis belle lurette.

Ainsi nous mettons en danger l'excellente réputation de notre pays, tout spécialement auprès des peuples brutalisés de ce monde. *Samuel Schmid* et le DDPS poursuivent cela en toute conséquence et continueront sur cette voie aussi longtemps qu'ils ne rencontrent pas assez de résistance.

«A propos du 1er-Août»
suite de la page 2

laire d'un abonnement général. Toutefois ce n'est absolument pas nécessaire car aux termes de l'article 27-3 de la *Loi fédérale sur la navigation intérieure*, toute restriction des prestations requiert une autorisation de la Confédération.

Or, madame Burkhardt-Suter et monsieur Schulthess, vous n'écrivez pas que la Confédération vous a accordé une telle autorisation mais seulement que l'*Office fédéral des transports* a «confirmé» à votre compagnie qu'elle était dans son droit si, à la suite de la décision d'une autorité cantonale, elle ne pouvait pas desservir la station Grütli conformément à l'horaire. L'Office se réfère, comme vous, à la décision cantonale. Or une telle décision ne suffit pas. Et c'est compréhensible parce que certains des grands lacs de Suisse où des compagnies de navigation transportent des personnes s'étendent sur plusieurs cantons et qu'il ne s'agit pas seulement de savoir où les voyageurs se rendent mais d'où ils viennent. Et une autorisation fédérale ne serait pas une abstraction mais devrait pouvoir être attaquée en justice par des personnes lésées. C'est pourquoi, dans ma lettre du 16, j'ai demandé si cette autorisation avait été donnée et je constate maintenant que ce n'est pas le cas. Mais même si elle avait été accordée, elle n'aurait aucune base juridique car empêcher certaines personnes de débarquer ne constitue pas une raison de modifier un horaire, comme je l'ai démontré dans mon rapport du 12 mai 2007 (remarque 24 à la fin) et cela n'a jamais été contesté. En réalité, il est question ici de discrimination d'un certain nombre de citoyens et de citoyennes. On suppose que ce jour-là, tous les passagers des bateaux qui se rendent au Grütli sont d'emblée des perturbateurs (cf. chiffre 4 infra).

Comme cela est irrecevable, vos bateaux peuvent (et doivent) desservir le 1er–Août 2007 la station Grütli conformément à l'horaire.

3 Madame Burkhardt-Suter et monsieur Schulthess, vous ne dites pas quel est le fondement juridique de la fermeture du Grütli le jour de la fête nationale et de la distribution de tickets à des personnes choisies ainsi qu'«aux membres et invités» de la *Société suisse d'utilité publique* par une certaine «Alliance F». Un tel arrêté serait certes pensable en tant que règlement d'exécution de l'article 110-3 de la Constitution fédérale mais il constituerait une violation de l'article 8, alinéas 1 et 2 qui concerne l'égalité des droits et l'interdiction des discriminations. Il ne correspondrait pas non plus à la volonté de ses initiateurs de l'époque. De plus, l'année dernière, on n'a pas seulement empêché des «perturbateurs» de se rendre au Grütli mais, ce que ne dit pas la *Société suisse d'utilité publique*, avant tout des gens dont les opinions politiques ne plaisaient pas à son président, ce qu'il a confirmé dans une interview. Rappelons l'article 8-2 de la Constitution fédérale:

«Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique.»

et l'article 16-2:

«Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion.»

4 Aux termes de l'article 110-3, le 1er–Août, jour de la fête nationale, est férié. L'initiative populaire à ce sujet voulait donner aux travailleurs notamment l'occasion de se rendre sans problème au Grütli ce jour-là. L'Assemblée fédérale approuva l'initiative, ce qui arrive rarement. Elle traduisait le profond intérêt des citoyens pour l'identité de la Confédération. Cela apparaît dans le message du Conseil fédéral (FF 1992 III 861). Qu'y a-t-il de mieux à ce propos qu'une visite au Grütli? Et maintenant, la grande majorité de la population va être empêchée, probablement à jamais, de le faire le jour de la fête nationale par des mesures anticonstitutionnelles et illégales et un sec communiqué de presse de la *Société suisse d'utilité publique* dont les représentants proclamaient joyeusement en 1858: Le Grütli appartient à tout le monde.

Le 1er–Août 1891, comme nous l'avons lu, 34 000 écoliers avaient trouvé place dans la prairie. Or ces jours derniers, la *Société suisse d'utilité publique* a, contrairement à son credo d'autrefois (Il n'est pas possible que nos enfants ne puissent plus fouler le sol du Grütli) et sans aucune compétence juridique décidé ceci: «Pour la cérémonie sur la prairie du Grütli où s'exprimeront la présidente du Conseil national *Christine Egerszegi* et la conseillère fédérale *Micheline Calmy-Rey,* 2000 places sont disponibles. Elles seront remises selon un système de tickets. La limitation à 2000 places et le système de tickets ont été introduits en 2006 à la suite des incidents de 2005 et ils ont fait leurs preuves. Cette mesure est destinée à empêcher que des fauteurs de troubles n'accèdent au Grütli. La cérémonie de l'année dernière a pu ainsi se dérouler dans un cadre digne (sic!). Les billets portent le nom des personnes et ne sont valables que sur présentation d'une pièce d'identité.» Ainsi, sur le Grütli, qui nous appartient à tous, les places sont «remises» (selon un système de tickets) par des baillis qui estiment que ledit système a fait ses preuves. Tout cela à cause de quelques trublions qui se sont rendus impopulaires lors d'une cérémonie précédente (incidents de 2005). Mais que dit la Constitution (article 36-3)? *«Toute restriction d'un droit fondamental doit être proportionnée au but visé».* Mais soudain 2000 personnes vous suivent comme les enfants suivirent le joueur de flûte de Hamelin, ne se doutant pas que bientôt même la carte d'identité ne suffira plus et qu'il faudra un passeport biométrique (FF 2007 4893 sqq.) et que bientôt aussi, même les jours ordinaires, tous les citoyens ne pourront plus se rendre au Grütli. En effet, selon un communiqué de presse, la police a annoncé sa présence là-bas le 1er–Août également en l'absence de cérémonie officielle: «Même si le 1er–Août, il n'y avait pas de cérémonie, la police devrait être présente, car on s'attend à la venue d'extrémistes de droite – et la controverse à propos du coût continue.»

Et c'est à nouveau la *Société suisse d'utilité publique* qui prétend déterminer librement qui est extrémiste de droite et qui ne l'est pas. Le Conseil fédéral ne m'a-t-il pas fait savoir par sa déléguée, le 22 octobre 2006: «Depuis l'origine de la Confédération, le Grütli a toujours été considéré comme le symbole de l'unité, de la liberté et de l'indépendance. Comme vous le savez, la *Société suisse d'utilité publique* a, en 1860, avec le soutien de divers donateurs et de la jeunesse des écoles, acheté le Grütli et l'a offert à la Confédération en tant que patrimoine national inaliénable. Conformément à l'acte de donation du 2 juillet 1860, la Confédération en a transféré l'administration à la *Société suisse d'utilité publique*. Celle-ci a mis sur pied une Commission du Grütli qui doit avant tout veiller à ce qu'il conserve dans la mesure du possible son aspect originel et que le calme et l'ordre y règnent.

Par conséquent, c'est la *Société suisse d'utilité publique,* plus précisément la Commission du Grütli qui est compétente pour l'organisation de la fête et les cantons d'Uri et de Schwyz pour les mesures de sécurité. Le Conseil fédéral n'est concerné que par votre question 22 à laquelle il répond de la manière suivante: Le Conseil fédéral n'avait aucune raison d'intervenir conformément à l'article 185-3 de la Constitution fédérale.

Ma question 22 concernait l'article 185:

«Sécurité extérieure et intérieure

1. *Le Conseil fédéral prend des mesures pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse.*
2. *Il prend des mesures pour préserver la sécurité intérieure.*
3. *Il peut s'appuyer directement sur le présent article pour édicter des ordonnances et prendre des décisions, en vue de parer à des troubles existants ou imminents menaçant gravement l'ordre public, la sécurité extérieure ou la sécurité intérieure. Ces ordonnances doivent être limitées dans le temps.*
4. *Dans les cas d'urgence, il peut lever des troupes. S'il met sur pied plus de 4000 militaires pour le service actif ou que cet engagement doive durer plus de trois semaines, l'Assemblée fédérale doit être convoquée sans délai.»*

5 L'affaire est inquiétante sous un autre aspect encore. Pour le visiteur lambda, le Grütli n'est accessible que par le lac et donc facile à boucler. Dans les villes, les casseurs peuvent arriver de partout et commettre des dégâts intentionnellement, comme ce fut le cas à Zurich le 1er mai dernier. Là-bas, il n'y a, lors de cérémonies fédérales ou de la fête du Travail, ni restrictions d'horaires ni bouclages. Il n'y a pas non plus de Commission du Grütli à la mentalité de propriétaire.

6 Madame Burkhardt-Suter, monsieur Schulthess, je viens d'apprendre qu'il n'y a plus de tickets. Votre espoir – aimablement exprimé – que j'arriverai à en obtenir un est donc sans objet. Je n'aurais jamais essayé d'en obtenir un et je ne le ferai pas non plus à l'avenir. Même si un jour je devais être classé parmi les personnes «non enclines à perturber» et «politiquement sûres», je répugne profondément à profiter d'une discrimination qui frappe d'autres personnes.

7 Madame Burkhardt-Suter, monsieur Schulthess, vous n'y pouvez certainement rien, mais ce que vous écrivez, au regard de mon point 1 supra, fait l'effet d'une moquerie. En 1858, comme nous l'avons vu, «ces messieurs» s'emportaient au point de ne plus voir les beautés du lac d'Uri. Qui s'emporte maintenant? Nous sommes confrontés à la pensée autoritaire dans toute sa splendeur. Si la question n'est pas débattue publiquement maintenant, dans quelques années déjà, il n'y aura plus rien à fêter le 1er–Août non seulement au Grütli mais dans toute la Suisse (et il n'y aura plus rien non plus à perturber). •

hd. Par la suite Horizons et débats publie l'échange de lettres entre M. Walter Guler et le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Il s'agit d'une par de la critique de la proximité de la Suisse face à l'OTAN et d'autre part, de la réponse démasquante du DDPS, signée par M. Igor Perrig, chef du Partenariat pour la paix, Relations internationales de la Défense.

M. Samuel Schmid, Conseiller fédéral
DDPS, Palais fédéral, 3000 Berne,
13 juin 2007

Monsieur le Conseiller fédéral

Dans l'avant-propos du «Schweizer Soldat», n° 6 de juin 2007, vous faites les éloges des 10 ans d'appartenance de la Suisse au «Partenariat pour la paix» (PPP) en la qualifiant d'histoire à succès.

Vous rendez-vous compte qu'avec ce PPP, que j'aimerais plutôt appeler PPG (Partenariat pour la guerre), vous intégrer notre pays dans la complicité avec des criminels de guerre?

En Afghanistan, l'OTAN (Organisation terroriste de l'Amérique du Nord) mène depuis des mois une guerre d'agression qui vise la population afghane, des civils, femmes et enfants, prétendument contre les «Talibans» que les Américains eux-mêmes avaient mis sur pied, à l'époque, pour combattre l'ancienne Union soviétique.

Il semble que la prophétie de votre chef-souffleur *Christophe Keckeis,* qui a déclaré que nous devons nous attendre à un attentat terroriste dont il nous garantissait l'imminence, vous sert bien. Ainsi vous détruisez, on ne pourrait plus violemment, le respect de la Suisse en tant qu'Etat dépositaire de la Croix-Rouge.

Comment faites-vous pour rendre tout ceci admissible à votre conscience? Pour quelqu'un qui appartient à un parti qui prend partout des allures super-patriotiques c'est à vrai dire une véritable honte.

A Riga, M. *Michael Rühle* a récemment laissé tomber très justement la remarque suivante: «D'un côté, la transformation militaire de l'OTAN se poursuit», c'est-à-dire que la stratégie de défense est transformée en stratégie d'agression.
Et: la «vieille bête» OTAN a toujours de nouveau appris de nouvelles combines.

Eh bien, Monsieur le Conseiller fédéral, ne vous rendez-vous réellement pas compte de ce qui se prépare ou seriez-vous aveugle face à l'évidence?

Etes-vous vraiment résolu à mener notre pays, par la force, dans une catastrophe? Dénoncez immédiatement notre Partenariat pour la guerre PPG, aussi vite que possible!

J'attends d'urgence, tout comme d'autres citoyens et citoyennes suisses, une réaction prompte de votre département.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de mes sentiments distingués.
Walter Guler, un citoyen inquiet

***

Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS
Armée suisse
Etat major du chef de l'armée

Monsieur Walter Guler, Zurich
Berne, le 17 juillet 2007

Monsieur,

Je me réfère à votre lettre du 13 juin 2007 adressée à Monsieur le Conseiller fédéral Samuel Schmid, chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

Il est regrettable que vous ne preniez pas l'OTAN et le Partenariat pour la paix tels qu'ils sont en réalité. Les deux organisations contribuent depuis de longues années à la sécurité et la stabilité en Europe, donc aussi en Suisse. Tandis que la Suisse, à cause de sa neutralité, n'a à aucun moment voulu adhérer à l'OTAN (et ne le prévoit pas non plus aujourd'hui), une collaboration dans le cadre du Partenariat pour la paix est tout à fait dans l'intérêt de notre pays. Le fait que l'OTAN, depuis sa fondation en 1949, a toujours su s'adapter d'une manière flexible aux situations changeantes, témoigne de sa vitalité et de sa volonté de pouvoir riposter à temps et d'une manière appropriée aux menaces et risques. Actuellement, c'est le terrorisme qui est la menace principale pour nos sociétés civilisées occidentales. Il n'est donc que conséquent que l'OTAN s'occupe particulièrement de cette menace et engage ses moyens militaires de sorte qu'elle puisse intervenir de manière stabilisante, dans les territoires d'où le terrorisme se répand pour y créer sur place des conditions garantissant la sécurité et l'ordre. Car ce n'est que sur une base de stabilité et sécurité que les populations, par exemple en Afghanistan, peuvent se mettre à reconstruire leur environnement afin de rendre possible une vie en liberté et prospérité.

L'OTAN représente la somme de tous les états membres démocratiques. Elle ne peut pas agir par elle-même, elle est dirigée par ces états. Ainsi elle est une organisation démocratique largement soutenue, avec laquelle la Suisse peut coopérer sans hésiter. A ces fins, la Suisse a choisi comme instrument de collaboration le Partenariat pour la paix. Cette offre de l'OTAN nous garantit à tout temps notre pleine et souveraine liberté d'action. Nous avons conclu avec l'OTAN, aucun contrat ou autre engagement à caractère contraignant. Mais notre armée profite depuis des années de la coopération avec l'OTAN et les états membre du partenariat. La transformation permanente de l'armée dépend des expériences et des connaissances de tiers. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons comparer et peser le pour et le contre pour savoir si la voie engagée est la bonne. Ce faisant, notre devise a toujours été de développer nos propres compétences mais sans nous renfermer face aux expériences de nos partenaires.

En contribuant au Partenariat pour la paix il nous est aussi possible de faire valoir nos intérêts. En font partie la promulgation, l'enseignement et le contrôle de la mise en pratique du Droit humanitaire et des droits des gens en temps de guerre ainsi que le contrôle démocratique des forces armées. C'est justement par cet engagement que la Suisse est devenue un partenaire très respecté au sein du Partenariat pour la paix et au-delà.

En participant au Partenariat pour la paix nous remplissons la tâche imposée par la Constitution de promouvoir la paix et contribuons à atteindre stabilité et sécurité.
Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs

Chef Partnerschaft für den Frieden
Internationale Beziehungen Verteidigung

Dr. Igor Perrig

Armée suisse Igor Perrig
Kasernenstrasse 7, 3003 Berne
Igor.Perrig@vtg.admin.ch

L'Allemagne, est-elle une nouvelle fois en route pour une dictature belliciste?

Tout n'est pas perdu, si l'on sait résister avec quelqu'imagination

par Karl Müller, Allemagne

Peut-on prétendre que les politiciens et les hauts fonctionnaires politiques allemands se soient abusivement emparés du pouvoir en pratiquant ainsi un véritable coup d'État?

En 1928, *Joseph Goebbels* écrivait avec quelque sarcasme: «Nous entrons au Reichstag pour nous fournir en armes dont la démocratie dispose. Nous deviendrons parlementaires afin de paralyser l'esprit de la démocratie de Weimar avec l'aide même des parlementaires. Si la démocratie est assez stupide pour nous fournir un blanc-seing, en même temps que des indemnités parlementaires, c'est sa propre affaire.»

Ces paroles du futur ministre de la propagande du Reich furent prononcées cinq ans avant la nomination de *Hitler* au poste de chancelier du Reich, cinq ans avant l'ordre d'incendier le Reichstag et la promulgation des lois de plein pouvoir qui supprimèrent à la population allemande ses droits fondamentaux et remplacèrent la séparation des pouvoirs et la démocratie par une dictature, d'abord celle du gouvernement, puis de Hitler lui-même. Le tout aboutissant six ans plus tard à la Seconde Guerre mondiale, prévue dès le début.

Où en sommes-nous aujourd'hui, deux ans après la nomination d'*Angela Merkel* comme chancelière?

- Une bonne partie des politiciens allemands n'a plus rien d'autre à offrir qu'une volonté obsessionnelle de pouvoir. Le respect du peuple, en tant que souverain, et du droit a cédé sa place au profit d'une arrogance démesurée envers les citoyens, le droit et la loi. Les exigences des citoyennes et des citoyens de respecter le droit national et le droit international sont balayées d'un revers de main. Les critiques envers la politique de pouvoir et de guerre sont rejetées à la manière Goebbels. La façon dans la classe politique influente de l'Union européenne se réjouit ouvertement qu'on veuille passer par-dessus les populations, en leur refusant de pouvoir s'exprimer sur le nouveau traité fondamental de l'UE, démontre clairement combien les citoyennes et les citoyens sont traités par-dessous la jambe. De plus en plus de politiciens allemands se comportent en élèves dociles de la volonté d'hégémonie national-socialiste. Ils sont encore plus dangereux en continuant de parler de démocratie, de liberté et de droit, alors que leurs actes prouvent le contraire.
- Lorsqu'on lit les déclarations des politiciens allemands, et qu'on prend connaissance des décisions du parlement, après les événements du 11 septembre 2001, on se rend compte que la politique allemande n'a rien entrepris pour tenter de cerner les raisons profondes de ces attentats, mais s'est efforcée de participer à la guerre, en prenant bien soin de se garder la possibilité de mener elle-même les opérations. La fondation allemande *Bertelsmann* s'adonne depuis plusieurs années à des réflexions stratégiques pour une Union européenne de dimension mondiale à la volonté belliciste, sous direction allemande. (par exemple: Bertelsmann Foundation. A European Defense Strategy, Gütersloh 2004, www.cap.uni-muenchen.de/download/2004/2004_Venusberg_Report.pdf). Le traité fondamental prévu pour l'UE devant servir de cadre «juridique».

> L'Allemagne est devenue entretemps le troisième exportateur de matériel de guerre mondial.

> «La grande Europe prend forme dans le scénario d'une Europe impériale, en conformité avec son objectif de domination mondiale. L'Union européenne utilise en plein ses ressources matérielles et institutionnelles. Les capacités économiques, la démographie, le potentiel militaire et le système de valeurs européen lui offrent une base solide d'action. [...] La grande puissance Europe abandonne définitivement l'idée d'un pouvoir civil et utillise ouvertement les moyens d'une politique d'hégémonie.»
>
> *Pris d'une brochure parue en 2003 «Europas Zukunft» du Centre pour la recherche en politique de la Fondation Bertelsmann*

On comprend dès lors ce que les politiciens allemands entendent lorsqu'ils prétendent depuis 1990 que l'Allemagne a retrouvé sa souveraineté et peut mener sa propre politique extérieure. Cette dernière n'est autre qu'une politique de domination belliciste, en tout cas pas au profit de la population allemande. Le nouveau «livre blanc» de la Bundeswehr en est la preuve tangible.

Il est regrettable de ne pas déceler une large opposition au fait que l'Allemagne est devenue le troisième exportateur mondial de matériel de guerre et que la mort est à nouveau devenue un «maître d'Allemagne». Toutefois, la politique menée par l'Allemagne depuis le 11 septembre 2001 n'est pas un fait nouveau. C'est le faîte d'un développement antérieur. C'est au milieu des années quatre-vingt que l'orientation fut donnée, lorsqu'il devint clair que le bloc oriental allait s'effondrer. Le gouvernement allemand a mené les opérations en liaison avec le gouvernement américain lors de l'effondrement de la Yougoslavie. De son côté, le capital allemand s'est précipité dans les pays de l'Est. Le gouvernement *Schröder/Fischer* a mené l'Allemagne, en 1999, dans une guerre d'agression, en violation du droit international. Angela Merkel ne fait que continuer ce qui fut déjà entrepris.

- L'événement du 11 septembre 2001 fut aussi le prétexte pour supprimer pas à pas les droits fondamentaux des citoyennes et des citoyens. Cela sauta aux yeux immédiatement après le 11 septembre 2001, lorsque furent annoncées les «lois anti-terreur», d'après le modèle américain. Le tout ne fut pas imposé d'un seul coup, comme en 1933 lors de l'incendie du Reichstag, mais selon la tactique du salami, tranche par tranche. Les nouvelles propositions du ministre de l'Intérieur, *Schäuble*, vont dans ce sens. Elles sont une nouvelle gifle pour notre conscience du droit et une nouvelle porte ouverte à l'arbitraire étatique.

> «A mon avis, le droit national comme le droit international ne conviennent plus pour cette nouvelle forme de menaces.»
>
> *Wolfgang Schäuble, ministre allemand de l'Intérieur (CDU) dans son discours lors de la 4e conférence de la feuille d'avis du commerce «Politique de sécurité et industrie de défense», en ce qui concerne les prétendues menaces de terreur.*

- Les partis allemands ne pratiquent plus depuis longtemps un contrôle du gouvernement, ce qui serait tout de même de leur ressort. De son côté, le tribunal constitutionnel fédéral allemand a montré, au travers de différents jugements prononcés au cours de ces dernières années, qu'il ne se fonde plus, dans des questions de fond, sur le droit, mais en fonction de la volonté des puissants. De ce fait, ce tribunal a non seulement renoncé à ses obligations, mais supprimé la séparation des pouvoirs et abandonné largement à l'exécutif le monopole du pouvoir en matière de politique extérieure. C'est un signal alarmant au plus haut degré lorsqu'on se souvient du prix payé par l'humanité pour imposer la séparation des pouvoirs et le contrôle de ces derniers. En se prononçant en faveur de l'engagement des avions Tornado en Afghanistan, le tribunal constitutionnel fédéral a fourni au gouvernement allemand une loi sur les pleins pouvoirs pour mener des guerres dans le monde entier.
- Le climat dans les débats politiques en Allemagne est empoisonné. Il est vrai qu'il y a différents partis politiques, au contraire de la période hitlérienne. Mais ceux-ci ne mènent plus guère de débats objectifs, se combattant à coups de polémiques. Ce combat n'est pas en faveur de solutions bonnes pour la population, mais pour le pouvoir. Et pour une bonne part, ce n'est plus qu'un semblant de combat d'une classe politique qui pour le moins est d'accord sur un point: vouloir garder le pouvoir en leur propres mains. Les citoyens et citoyennes ne sont là-dedans que des marionnettes, servant de masse de manœuvre, infantilisée et abusée et dont on s'efforce par tous les moyens de manipulation et de décomposition d'empêcher toute communication et association.
- Cette classe politique met en œuvre toutes les stratégies de décomposition pour empêcher les Allemands de faire leurs les souhaits des populations touchées par la guerre, l'exploitation et l'oppression. On a provoqué sciemment l'appauvrissement d'une partie de la population, leur laissant en tout et pour tout le souci de survivre. Les idoles de l'égoïsme, du matérialisme et du communisme, produites volontairement, ont obnubilé le sens de l'humain. Ce qui répond à la fameuse devise «divide et impera – diviser pour régner!», permettant aux politiciens de tenter de diviser la population, notamment les gens de l'Ouest et ceux de l'Est. Les mass média, tout particulièrement la télévision, s'efforcent de garder un bas niveau par un mélange d'abrutissement fade et de brutalité, afin de maîtriser la population et l'empêcher d'exprimer sa volonté de savoir, de répondre à sa conscience et de marquer sa compassion.
- Ils sont trop nombreux, les savants et les intellectuels, à se prostituer auprès des partis bellicistes, avides de pouvoir, alors que leur mission sacrée serait de servir les gens et la vérité. Et tout ceci grâce à une refonte du vocabulaire des disciplines scientifiques touchant de près l'essence même de l'humanité. Il ne s'agit plus de sentiments, de raison et d'action des humains, mais d'un langage toujours plus froid, plus technocratique et incompréhensible.

  Ils sont toujours plus nombreux les domaines des sciences qui s'éloignent des valeurs humaines et sociales et deviennent des instruments d'un profit féroce, de la domination et de la guerre. C'est dans tous les champs de la vie publique qu'on assiste à la décomposition du langage qui permettrait un dialogue, ce dernier devenant un instrument de manipulation et de domination. La devise des puissants se résume ainsi: utilise le langage pour mentir et dominer – mais sans que cela se remarque.
- Cette classe politique en compagnie des classes riches et influentes a adopté un mode de vie somptueux et décadent. Les affaires de corruption parvenues au grand jour, les excès dans la drogue et la prostitution de ces «personnalités» ne sont que la pointe de l'iceberg. Alors qu'on se débarrasse des conquêtes du christianisme, de l'humanisme et des Lumières et de leur enseignement, il se met en place, en Allemagne, une caste de seigneurs et de maîtres qui fait sentir aux citoyennes et citoyens qu'ils veulent être les maîtres «de legibus absolutus» et qu'il ne reste à la population qu'à se comporter en sujets obéissants.

Cette présentation sommaire de la façon dont se développe l'Etat allemand et ses cercles dominants rappelle cruellement les ères sombres de l'histoire allemande. Les techniques modernes de l'exercice du pouvoir et du potentiel de destruction ne font qu'assombrir le tout.

Peut-on encore stopper cet engagement sur le chemin d'une nouvelle dictature guerrière allemande?

Toute l'histoire de la philosophie a toujours averti que les systèmes politiques sont fragiles et peuvent tomber dans les mains d'usurpateurs et être transformés en tyrannies.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Les citoyennes et citoyens ont encore en mains la possibilité de s'y opposer. Il nous est toujours donné de faire valoir nos droits, et nous n'avons pas encore besoin de craindre pour nos biens et nos vies. Les gens sont encore libres de s'unir et de chercher de nouvelles formes de résistance créative, *pour sauver les fondements de la constitution*. «Ensemble nous serons forts», promulgait la devise du mouvement ouvrier. Mais aujourd'hui cela n'est vrai que dans la mesure où se forme une alliance des hommes libres et égaux, une alliance humaine, personne n'étant contraint de s'en prendre à sa conscience et à sa raison. Et que les humains puissent agir en fonction de leur sensibilité. L'Allemagne est encore pleine de gens de cette sorte, dotés de raison, de sensibilité et de conscience, qui ne courbent pas l'échine devant ce *mainstream* puissant. C'est ce qu'on observe constamment. Des milliers de sources offrent une perspective pour une autre Allemagne. •

Traité de l'UE

Les Britanniques exigent un référendum

Rh. Le 5 juillet, le «Telegraph» a annoncé que le syndicat GMB, l'un des plus importants de Grande-Bretagne, exigeait un référendum à propos du nouvel/ancien traité européen. Ce qui augmente la pression sur le nouveau premier ministre *Brown*, qui se trouve pris en étau entre la gauche et la droite, les conservateurs ayant eux-mêmes posé une telle exigence.

Selon ce syndicat, qui compte 500 000 membres venus du monde du travail privé et public, ce prétendu nouveau traité ressemble à s'y méprendre à l'ancien traité constitutionnel refusé par les Français et les Hollandais lors des référendums de 2005. D'ailleurs, le gouvernement avait promis, avant les dernières élections, de soumettre le traité à l'approbation du peuple britannique. Le syndicat *Unison*, représentant les employés du service public, a annoncé qu'ils mèneraient une campagne pour le «non» lors du référendum. Les conservateurs exigent eux aussi une consultation populaire, du fait que ce traité transfère une importante part de pouvoir des Etats nationaux vers Bruxelles. En effet, les principales institutions de l'UE obtiendraient davantage de pouvoirs par ce traité qui, de plus, donnerait naissance à de nouvelles institutions, telles qu'un président du Conseil de l'Union européenne et un ministre européen des Affaires étrangères.

Paul Kenny, président de GMB, souligne que la promesse, lors des élections, de tenir un référendum ne peut pas être ignorée. «Cette promesse a eu son importance lors des élections et la conserve aujourd'hui.» Il regrette que ce traité apporte plus au grand capital qu'au peuple travailleur.

Le premier ministre *Brown* tente de se justifier en prétendant que ce traité ne serait pas si important qu'il faille en appeler au peuple.

Récemment les conservateurs ont augmenté la pression sur le gouvernement, *David Miliband*, le nouveau ministre des Affaires étrangères, ayant avoué que le nouveau traité européen prévoyait plus de transfert de pouvoir à Bruxelles que le traité de Maastricht qui avait, lui, mené l'UE vers la monnaie unique Euro. Le représentant de l'opposition, *Mark François*, a tapé dans le mille en prétendant que le nouveau ministre des Affaires étrangères avait mis à nu la prétention que ce traité de l'UE, remis en selle, ne signifiait rien d'autre qu' «un ravaudage». Enfin la vérité éclate et même le nouveau ministre des Affaires étrangères a avoué que le rayon d'action de ces modifications était nettement plus grand que prévu.

La question est posée de savoir si la signature de *Tony Blair* sous le traité est contraignante pour le nouveau premier ministre. •

Votation sur le prolongement de l'engagement militaire allemand en Afghanistan

La campagne de relations publiques du gouvernement allemand bat son plein

Le gouvernement allemand veut davantage d'engagements de guerre

Il est de plus en plus évident qu'une majorité de la population allemande n'est plus prête à soutenir l'engagement de la Bundeswehr en Afghanistan et que de nombreux électeurs ne sont plus fidèles au parti SPD parce qu'il a abandonné une de ses valeurs fondamentales, à savoir la politique de paix. Le gouvernement y réagit par une campagne de relations publiques modifiée.

Informations des médias, 1re partie

«Les Talibans» dirigent-ils les médias allemands?

Le quotidien allemand «Die Zeit» du 26 juillet a publié le titre suivant: «Afghanistan: les Talibans dirigent-ils les médias allemands?» et de poursuivre: «Quel est le pouvoir des Talibans en Allemagne? Le ministère des Affaires étrangères met en garde contre le fait que la propagande des Islamistes afghans excerce une influence sur les gros titres allemands – et donc sur l'opinion publique allemande.»

Ce sont de nouveaux tons venant du ministère des Affaires étrangères de *Frank-Walter Steinmeier.* Le ministre des Affaires étrangères a déjà déclaré qu'il fera tout pour que l'Allemagne continue à participer à la guerre en Afghanistan.

Par cette manœuvre de manipulation, on transforme toute atrocité commise par les participants de la guerre en ruse de propagande des Talibans. De telles manœuvres de manipulation et de propagande sont tirées du plus bas tiroir de l'armoire de propagande de *Joseph Goebbels.*

Rl. Il y a quelques jours, des membres du gouvernement, des hommes politiques de haut rang et des militaires ont abordé le public avec de nouveaux spins. Avant la votation en septembre sur le prolongement de l'engagement de soldats allemands en Afghanistan, on prépare le terrain par le biais des médias de premier plan pour faire basculer l'opinion publique.

En bref, le spin actuel est le suivant: Les Talibans auraient mené des attaques ciblées et spécialement dirigées contre les Allemands en Afghanistan pour faire pression sur le gouvernement allemand pour que celui-ci retire ses soldats de l'Afghanistan suite à la pression publique. Ainsi, d'après *Der Spiegel* du 23 juillet, les Talibans essaieraient de déranger «l'alliance» avec les Etats-Unis. La «Süddeutsche Zeitung» y prend part également et, le 28 juillet, on pouvait lire la même chose dans la «Neue Zürcher Zeitung». Parallèlement, le *Deutschlandfunk* a répandu le message du secrétaire d'Etat de l'Intérieur *August Hanning* (ancien coordinateur du service secret) que les Talibans influençaient directement les médias en Allemagne (*Deutschlandfunk* du 25 juillet). Avec cette campagne de relations publiques dans les médias au front patriotique allemand, on veut influencer les citoyens pour que la guerre atroce en Afghanistan puisse être continuée.

Pas un seul mot sur le fait que, depuis six ans, les gens en Afghanistan vivent la guerre la plus sale et cruelle que l'on puisse imaginer. Le pays est bombardé systématiquement (*Daisy Cutter, armes à l'uranium, bombes à sous munitions, Bunker Buster).* On contamine systématiquement le pays par des armes à l'uranium. D'autres armes perverses sont employées pour être testées ou présentées à d'éventuels acheteurs.

Il n'y a pas de photos de cette guerre dans nos médias qui montrent le quotidien de la guerre de la population. Les photos et les textes sont «préparés» médiatiquement dans une centrale de nouvelles en Caroline du Nord (USA). A Fort Bragg, 1200 membres de l'armée s'occupent de la «production» de nouvelles pour et venant des pays comme l'Irak et l'Afghanistan – des «Infowar-Operations». Ces nouvelles sont réexportées dans des hôtels et postes de radio à Kaboul et à Bagdad où elles sont transmises aux journalistes qui vivent là-bas. – Les cris des mères et des enfants dans les villages afghans ne parviennent pas jusque chez nous. Les organisations humanitaires qui pourraient faire des reportages neutres sont de plus en plus dépendantes de l'Etat (cf. *www.german-foreign-policy.com* du 1er juillet). Les journalistes n'ont plus le droit de circuler librement en Afghanistan («Frankfurter Rundschau» du 26 juillet).

Il y a six ans, l'ancien chancelier allemand *Gerhard Schröder* (SPD) a avancé à la télévision, au meilleur temps d'émission, le cas d'assistance mutuelle au sein de l'OTAN. On devrait soutenir les Etats-Unis lors de leur attaque contre l'Afghanistan. Il a justifié une guerre d'attaque contre chaque lettre du droit international et de la Loi fondamentale allemande. Les citoyens allemands ont été calmés quand on leur a dit que l'Allemagne participerait à la reconstruction du pays uniquement au sein des troupes de maintien de la paix de la FIAS. Mais maintenant il n'y a plus de troupe FIAS indépendante – tous sont sous les ordres d'un général américain; avec leurs avions Tornado, les Allemands fournissent les photos pour les prochaines attaques et les soldats secrets de la KSK (*Unité des forces spéciales* de la Bundeswehr) participent à toutes les saletés. L'Allemagne se trouve jusqu'au cou dans une guerre sanglante contre la population d'un pays entier qui n'a rien à faire avec tout cela. Pour quelle raison?

Pour le Gouvernement fédéral ça devient difficile. L'opposition contre la guerre au sein de la population allemande augmente. Il s'y ajoute qu'avec le *PDS/Die Linke* (La Gauche) il y a un parti aux élections qui veut tout de suite stopper la tuerie en Afghanistan. De plus, le nombre de soldats allemands tués augmente et les premiers soldats traumatisés par la guerre reviennent d'Afghanistan.

C'est pourquoi le Gouvernement fédéral veut, en collaboration avec les plus grands médias allemands, provoquer un revirement de l'opinion de la population jusqu'en septembre.

Le fait qu'il n'y ait presque pas de photos ou de documents venant des régions de guerre en Afghanistan ou en Irak dans nos médias, est un résultat de la politique des médias dirigée. Depuis la guerre du Vietnam, les photos venant des régions de guerre sont censurées (*embedded journalism).* Depuis la guerre en Irak de 2003, les nouvelles sont pour la plupart fabriquées aux Etats-Unis mêmes. (cf. *Andreas Elter*. Die Kriegsverkäufer. Geschichte der US-Propaganda 1917-2005. ISBN 3-518-12415-3)

On sait bien que la vérité sur la misère terrible de la population civile fait disparaître toute velleité de soutenir une guerre. •

Informations des médias, 2e partie

Que font les soldats allemands en Afghanistan?

De plus en plus, on nous présente dans les médias allemands des soldats de la Bundeswehr en Afghanistan occupés à des travaux de reconstruction – reconstruisant des écoles, inaugurant des hôpitaux, ou portant secours par-ci par-là. C'est ainsi qu'on a vendu l'intervention de la *FIAS* à la population allemande.

En même temps, des Tornados de reconnaissance de la Bundeswehr survolent le Sud du pays et ils transmettent des données à l'*US Air Force* et à la *Royal Air Force* britannique. Quelques minutes plus tard, ces derniers larguent leurs bombes *Daisy Cutter*, leurs missiles à l'uranium ou d'autres obus sur des villages afghans. Des mères et des enfants périssent.

Pendant qu'un soldat allemand de la FIAS aide une fillette afghane à s'approcher d'une nouvelle fontaine, un autre soldat allemand des forces spéciales KSK détruit au même moment la porte d'entrée d'une maison dans un village afghan pour capturer un homme soupçonné d'être un «Taliban». Cet homme sera-t-il torturé? Son épouse et ses enfants vont-ils le revoir un jour?

Informations des médias, 3e partie

Claus Schenk von Stauffenberg en Afghanistan?

L'inspecteur général actuel *Wolfgang Schneiderhan,* l'officier allemand le plus haut placé, peut s'exprimer de façon étendue dans le *Spiegel* sur la participation allemande à la guerre en Afghanistan. Il va de soi qu'il soutient l'aventure de guerre.

Ce qui est repoussant, c'est la photo accompagnant l'article: Schneiderhan devant un portrait de *Claus Schenk von Stauffenberg*, un des participants à l'attentat échoué contre *Adolf Hitler* du 20 juillet 1944 qui fut exécuté par la suite. Que veut-on suggérer au lecteur?

Source: Der Spiegel du 23/7/07

Informations des médias, 4e partie

OTAN: «Comme les citoyens sont mal informés, ils refusent la guerre»

Avec l'argument que les citoyens consentiraient à la guerre si seulement ils étaient «correctement informés», beaucoup d'hommes politiques tentent de suggérer que le refus de la guerre sanglante en Afghanistan est uniquement un problème d'information et que ceux qui refusent la guerre sont mal informés. Ainsi la «Neue Zürcher Zeitung» diffuse sans rien remettre en question: «L'OTAN concède qu'une atmosphère anti-guerre c'est répandue en raison d'un manque d'efforts d'information.»

Neue Zürcher Zeitung du 28/7/07. Pourquoi une atmosphère anti-guerre s'est-elle répandue?

Pétition

Pas de mandat pour l'Afghanistan!

Dans la deuxième moitié du mois de septembre le parlement allemand décidera de la prolongation des mandats pour la Bundeswehr en Afghanistan. Auparavant, nous – avec le soutien de beaucoup d'autres organisations du mouvement pour la paix souhaitons soumettre à temps une pétition au parlement dans laquelle nous demandons aux députés de ne pas accepter cette prolongation de mandat.

Lors de la journée de l'église protestante (Evangelischer Kirchentag) au mois de juin, 3300 personnes ont signé la demande de la pétition et plus de 4000 autres signatures ont été récoltées en Allemagne jusqu'à présent.

Pétition au parlement allemand:
Pas de mandat pour la guerre en Afghanistan!
Je fais appel aux députés du parlement allemand:
Dites non à la prolongation du mandat de la Bundeswehr pour la guerre en Afghanistan en automne 2007. Soutenez plutôt des négociations entre toutes les parties concernées.
Respectez le *commandement divin pour la paix* et l'interdiction d'une guerre offensive comme le demande la Loi fondamentale!

Veuillez trouver des listes de signatures et la possibilité de les signer on-line sur le site web du Aachener Friedenspreis, www.aachener-friedenspreis.de

«La guerre des bombes des Etats-Unis en Afghanistan»

par Albert Stahel, Institut für strategische Studien, Wädenswil, Suisse

«Jour après jour, les Etats-Unis et leurs alliés lâchent au moins trois à quatre fois de grosses bombes sur de prétendues cibles des Talibans en Afghanistan. Quant au public européen, il croit de toute évidence les affirmations des Américains que ces bombardements, souvent exécutés de haute altitude, servent à stabiliser le pays et sont donc nécessaires.

On ne prête pas d'attention au fait que ces bombardements causent souvent la mort de civils innocents.

En Europe, on ne s'en soucie pas. Les Américains minimisent ces morts par le terme de «dommages collatéraux». Ils expliquent ces «dommages collatéraux» par le fait que les Talibans se cachent au sein du peuple afghan.[…]

Entre-temps, les attaques aériennes mortelles continuent. Des chefs tribaux pashto pensent que les forces alliées cherchent à éliminer systématiquement les Pashto par leurs bombardements aériens.

Source: *www.strategische-studien.com* du 17/05/07 (extrait)

Informations des médias, 5e partie

La Bundeswehr tolère la mafia de la drogue

Les informations diffusées concernant l'importance de l'engagement de l'armée allemande dans le cadre de la mission «Reconstruction de la démocratie» en Afghanistan veulent dissimuler le fait que même l'engagement dans le domaine civil de la Bundeswehr au sein de la FIAS est une catastrophe. Une gigantesque mafia de la drogue s'est installée dans le Nord de l'Afghanistan.

Burkhard von Pappenheim écrit dans l'éditorial de la «Frankfurter Rundschau» du 23 juillet: «Et la population paye un prix élevé. La Bundeswehr ne peut compter sur une situation relativement calme dans son territoire de mission du Nord qu'aussi longtemps qu'elle ferme les yeux face à la culture croissante de drogue. Avec le pavot, la criminalité et la corruption augmentent.

Et cela jusqu'aux postes les plus élevés du gouvernement. De manière inchangée, d'anciens seigneurs de la guerre dominent des contrées entières. Les Allemands résolvent les problèmes de la violence en cédant le pays aux caïds de la drogue. Un jour, cela aura des conséquences fâcheuses.»